

OU ETAIT LE PARTI ?

Où était le Parti durant ces journées décisives ? Il faut être clair : il n'était pas là. Relisons « l'Humanité ». Le 3 mai, dans un article truffé de mensonges, Marchais dénonce les pseudo-révolutionnaires unifiés dans « ce qu'ils appellent le « Mouvement du 22 mars-Nanterre », dirigés par « l'anarchiste allemand Cohn Bendit (1) » et « dont l'agitation va à l'encontre de l'intérêt de la masse des étudiants et favorise les provocations fascistes. » « Ces faux révolutionnaires doivent énergiquement être démasqués car, objectivement, ils servent les intérêts du pouvoir gaulliste et des grands monopoles capitalistes » ajoute péremptoirement notre clairvoyant secrétaire à l'organisation, qui plus loin affirme que :

« Il est bien évident que nous ne confondons pas les petits groupuscules gauchistes s'agitant dans les Universités avec la masse des étudiants ».

L'après-midi même ont lieu les arrestations des principaux leaders gauchistes, et la réaction spontanée de quelques milliers d'étudiants. C'est le premier affrontement violent des étudiants contre les flics du pouvoir. « L'Humanité » du lendemain est un véritable festival ; Georges Bouvard est indigné :

« Mais comment qualifier ceux qui par leurs agissements irresponsables, leur violence, leurs injures ont provoqué cette situation ? ... Les étudiants sont à même de vérifier où le pouvoir trouve finalement ses meilleurs alliés, comment on peut faire son jeu, tout en se proclamant super-révolutionnaire. »

L'U.E.C., groupuscule hautement représentatif du milieu étudiant, proclame, avec la Fédé de Paris :

« Ils (les gauchistes) facilitent la tentative du pouvoir, de la presse, de la radio-télévision pour isoler les étudiants de la population. Par leurs mots d'aventuristes, par leur conception de l'action violente de « petits groupes », ils n'offrent aucune perspective concrète et freinent la mobilisation massive des étudiants qui seule, peut faire reculer le pouvoir ».

La municipalité de Nanterre y va également de son couplet télécommandé : « Certains groupuscules composés en général de fils de grands bourgeois et dirigés par l'anarchiste allemand Cohn Bendit, prennent prétexte (2) des carences gouvernementales pour se livrer à des agissements visant à empêcher le fonctionnement normal de la Faculté (dégradation des locaux, interruption des cours, proposition de boycott des examens, etc.) ».

« Le lundi 6 mai, Georges Bouvard déplore que le mot d'ordre de grève illimitée ait été lancé par l'UNEF et le SNESup. Comment dans ces conditions préparer ses examens ! Il rassure toutefois ses lecteurs en énumérant les villes où le mot d'ordre ne sera pas suivi » — sans préciser que ces villes sont celles où les Associations Générales d'étudiants sont tenues par des camarades de l'U.E.C. ou des « apolitiques » de la F.N.E.F.

Pendant ces bavardages, le mouvement s'organise et le lundi soir, ce sont 15.000 manifestants qui se heurtent à la police avec le courage que l'on sait. Les militants du Parti sont stupéfaits : rien à la lecture de l'Huma ne leur laissait deviner l'ampleur du

(1) A l'U.E.C., on murmure qu'il est payé par le gouvernement, mais on ne dit pas qu'il est juif : nous ne sommes pas à Varsovie !

(2) Les gauchistes prennent vraiment prétexte de n'importe quoi. Vendredi, n'étaient-ils pas armés de manches de pioches et de barres de fer « sous prétexte » (« Huma » du 4 mai) de repousser une attaque d'Occident qui a vraiment eu lieu, n'en déplaît à G.B. ? Dans la même veine, signalons dans un tract U.E.C. distribué le 6 mai, « gauchistes et fascistes font le jeu du pouvoir ».

Tous les prétextes sont décidément bons pour le gouvernement également : « Il est inacceptable que le gouvernement prenne prétexte du comportement d'une infime minorité pour (...) déchaîner la répression policière ».

En bref, s'il n'y avait pas eu des gauchistes, il n'y aurait pas eu de répression. C'est certainement vrai.

Il n'y aurait pas eu de mouvement non plus.

mouvement. Le lendemain, l'Huma titre : « le responsable, c'est le gouvernement ! » et pendant quelques jours, la position vis-à-vis des gauchistes sera modérée ; on ira jusqu'à écrire que le gouvernement est totalement responsable. Seulement, par sa politique, il a favorisé les agissements des groupes irresponsables, alors que, pour G. Bouvard :

« la juste cause des étudiants et de l'Université n'a pas de meilleurs défenseurs que les communistes ».

C'est facile à écrire dans les colonnes de l'Huma ; c'est malheureusement beaucoup plus difficile à défendre sur le terrain. Après les manifestations de mardi et mercredi soir — manifestations qui rassemblent maintenant près de 30.000 étudiants et universitaires — le B.P. dépêche l'intellectuel libéral Aragon, pour essayer de renouer contact avec le mouvement. Aragon se fait copieusement siffler par les quelques milliers d'étudiants qui tiennent un meeting spontané sur le Boul'Mich : Aragon tend son cœur sensible aux étudiants, mais refuse de s'expliquer sur les articles de l'Humanité.

En fait, le tournant du Parti est pris, semble-t-il, dans la journée du mercredi. Le matin, la déclaration du Parti publiée dans l'Huma parle encore :

« des agissements des aventuristes dont les conceptions n'ouvrent aucune perspective aux étudiants et n'ont rien de commun avec un véritable mouvement de progrès et d'avenir, avec un véritable mouvement révolutionnaire ».

Le soir, les étudiants communistes appellent à la manifestation, suivis par le Bureau Fédéral. A partir du lendemain, les gauchistes disparaissent de l'Humanité. Dans la rue, par contre, ils se multiplient : le vendredi soir, 50.000 manifestants aboutiront au Quartier Latin ; et c'est spontanément que s'élèvent les barricades, malgré les efforts de quelques militants U.E.C. qui s'époumonent à crier : « Pas de pavés ! ». Mais rien à faire face à cette tornade gauchiste. Les provocateurs sont ce soir des dizaines de milliers et nos braves camarades vont se coucher. A 2h15, 15.000 manifestants sont chargés par les flics. La bataille est longue : il faudra 3 heures aux milliers de C.R.S. et Gardes Mobiles pour réduire la résistance. Pendant ce temps, de toutes parts, viendront des appels contre la répression, même de curés. Mais pas du Parti. Le Parti aurait pu menacer le pouvoir de la colère des travailleurs, mettre son poids énorme en balance face à la répression. Rien de tout cela. Position logique, certes ; on avait dénoncé les provocateurs, on n'allait pas maintenant les soutenir — ce qui aurait été, objectivement, faire le jeu du gouvernement ... Mais la position était intenable, si intenable que finalement on a dû se rallier à la proposition de grève générale faite pendant la nuit par l'anarchiste.

Au matin, les manifestants sont défaits, mais remportent quand même la victoire : le gouvernement doit céder. Lui, il a compris que le mouvement étudiant a débloqué la situation politique du pays. Des jeunes travailleurs ont, par milliers, participé aux manifestations étudiantes ; tout un potentiel d'hostilité au régime s'est révélé et a trouvé de nouvelles formes d'expression ; le gouvernement essaie alors de temporiser, de limiter le mouvement au milieu étudiant. Mais, en cédant, il fournit une autre démonstration aux travailleurs : la lutte paie. Devant ce raz de marée de sympathie vis-à-vis de la lutte étudiante, le Parti n'a plus d'autre choix ; il a freiné tant qu'il a pu ; pourtant le mouvement de masse « d'ampleur inégalée » existe, et il lui faut en prendre la tête. Dès le samedi matin (après 6 heures), les militants communistes sont à pied d'œuvre : le Parti, la C.G.T. appellent à la grève générale et à la manifestation centrale du lundi 13 mai. Celle-ci éclate comme un coup de tonnerre : l'écho de la lutte étudiante est au delà de tout ce qu'en pouvaient espérer les participants. Pour de larges masses, la lutte étudiante a montré la voie. Dans les jours qui suivent, plusieurs usines se mettent en grève avec occupation des ateliers. Le processus est à chaque fois le même : les jeunes, spontanément, décident la grève avec occupation. La nouvelle se répand comme une trainée de poudre dans les ateliers. Le syndicat ne peut rien, laisse faire et, comme il n'a pas condamnées, revendique les occupations d'usines pour son propre compte. L'Huma du mercredi 15 pousse la neutralité jusqu'à relater en page 9 l'occupation de Sud-Aviation ; le dépôt sur le bureau de l'Assemblée Nationale des 100.000 signatures pour l'abrogation des ordonnances prend dix fois plus de place ... La C.G.T. ne donne aucune consigne de grève générale, mais la grève se généralise d'elle-même. Le 17 mai, le C.C.N. de la